

En 1996, l'Union des Anarcho-Syndicalistes faisait partie des membres fondateurs de l'Entente Internationale des Travailleurs.

A cette occasion, Alexandre Hébert écrivait: «Partisans résolu de l'internationalisme prolétarien que nous ne confondons pas avec des idéologies universalistes (catholiques) ou mondialistes qui nous conduisent (en dehors des états nationaux) à une sorte de monstre totalitaire: l'état supranational. Nous avons déjà individuellement participé aux efforts (qu'il convient de saluer) pour rassembler les travailleurs du monde entier.

Aujourd'hui, comme Solidamost de Kaliningrad, notre groupe, l'Union des Anarcho-Syndicalistes, adhère lui aussi à l'E.I.T.

En dépit de l'usage frauduleux que les staliniens en ont fait, nous demeurons partisans de la fière formule du Manifeste Communiste: "Proletaires de tous les pays, unissez-vous!"»

En 2012, alors que le capitalisme financier étrangle les travailleurs et les peuples, cette «profession de foi» est plus que jamais d'actualité. Nous avons la ferme intention de contribuer, avec d'autres courants authentiques du mouvement ouvrier, à la reconstruction d'une organisation à l'image de ce que fut la première internationale. C'est pourquoi l'UAS, participe à la 19ème rencontre internationale de syndicalistes «En défense des conventions de l'OIT et de l'indépendance des organisations syndicales».

CONTRIBUTION DE L'UNION DES ANARCHO-SYNDICALISTES À LA 19ème RENCONTRE INTERNATIONALE DE SYNDICALISTES «EN DÉFENSE DES CONVENTIONS DE L'OIT ET DE L'INDÉPENDANCE DES ORGANISATIONS SYNDICALES» - SAMEDI 2 JUIN 2012 - GENÈVE.

Partout en Europe et dans le monde la crise démontre l'échec du capitalisme.

Les peuples du monde entier subissent la dictature de la finance capitaliste, d'un système qui, pour survivre à ses propres contradictions, sacrifie la classe ouvrière et au-delà, les bases mêmes de la civilisation, comme il a sacrifié les peuples d'Europe dans les massacres des guerres mondiales du siècle dernier.

Partout, les mêmes mesures sont imposées par la «troïka»: le FMI, la Banque mondiale et la Commission européenne, autant d'instruments du capital financier, qui imposent aux Etats nationaux la politique de rigueur: coupes sombres dans les budgets sociaux et publics, privatisations, licenciements...

Face à ces attaques, la classe ouvrière cherche les voies de la résistance. En Grèce les mouvements de grève, les manifestations se succèdent depuis deux ans. Les récentes élections politiques ont très nettement sanctionné les partis corrompus qui tentent en vain de faire passer les plans de rigueur concoctés par l'Union européenne. La situation politique semble bloquée, la solution ne peut émaner que du peuple. C'est au peuple grec, en toute indépendance de forger son destin et cela passe nécessairement par la rupture avec l'Union Européenne.

En Espagne, la révolte s'organise contre la politique d'austérité. Le mouvement des «indignados» est toujours vivace, mais son aspect composite ne manque pas de poser question. Les grèves générales se sont succédé, mettant dans la rue des centaines de milliers de travailleurs. Et maintenant?

On pourrait multiplier les exemples, comme en Allemagne qui a connu des grèves importantes, et pour certaines victorieuses, pour les augmentations de salaire.

Il n'est point nécessairement besoin d'ériger des miradors et de tendre des barbelés pour bâtir une dictature. Le processus peut prendre une forme beaucoup plus discrète et «légale».

Ce à quoi nous assistons depuis de nombreuses années, dans le cadre d'un consensus «gauche-droite» des plus antidémocratiques, n'est-ce pas la mise en oeuvre de la dictature du marché sous l'égide de l'Union européenne?

La marche forcée vers «une nouvelle Europe» s'est encore accélérée récemment avec l'adoption en France, par l'Assemblée nationale puis le Sénat, du *Mécanisme Européen de Stabilité* (MES).

Le but avoué de ce MES est de veiller à la stabilité de la zone euro, autrement dit accorder des prêts aux pays membres à condition que ceux-ci s'engagent à mettre en oeuvre une politique de rigueur destructrice des droits économiques et sociaux des travailleurs, à l'image de ce qui se passe dans toute l'Europe actuellement et de façon particulièrement brutale en Grèce.

Il est prévu que le MES soit composé d'une instance décisionnaire, le conseil des gouverneurs, c'est-à-dire les ministres des finances des états membres et d'un conseil d'administration, exécutif, dont le directeur général est élu par les gouverneurs.

On remarque immédiatement qu'aucun de ces éminents personnages ne peut se revendiquer du suffrage populaire. Mais s'il n'y avait que cela!

Le MES «aura pleine personnalité juridique». Il aura donc la possibilité d'ester en justice, en revanche tous ses biens (archives, documents, fonds, locaux, etc.) seront à l'abri de toute procédure judiciaire (perquisition, saisie, etc.). Quant aux employés du MES, ils seront dispensés de tout impôt sur le revenu national et bénéficieront d'une immunité totale pour tout acte commis dans le cadre de leurs missions. Bel exemple de démocratie et de transparence!

L'adoption du MES n'est que la première étape de la forfaiture. Elle implique automatiquement la ratification (prévue après les élections) du *Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance* (TSCG) dont l'un des objectifs est d'inscrire la fameuse «règle d'or» dans la constitution des pays, autrement dit, constitutionnaliser la rigueur!

La traduction immédiate et concrète d'une telle décision serait de rendre illégale, car anticonstitutionnelle toute revendication salariale dans la fonction publique, ce serait un coup mortel porté aux libertés syndicales, de revendication et de négociation. Nous basculerions alors dans un système totalitaire.

Si la classe ouvrière ne parvient pas à s'organiser au niveau international pour inverser ce processus, l'ensemble des droits sociaux, l'ensemble des acquis de la lutte des classes, et en particulier les normes de l'*Organisation Internationale du Travail*, sera menacé, car l'objectif de la troïka au service du capital financier n'est autre que la dérégulation totale du marché.

Mais ne sommes-nous pas amenés à constater la compromission d'une partie de la bureaucratie syndicale? Effectivement, un certain nombre d'appareils syndicaux tentent de faire avaler à la classe ouvrière la potion amère de l'union sacrée. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres.

Les militants ouvriers de toutes tendances qui demeurent attachés à l'indépendance syndicale doivent condamner clairement le «syndicalisme rassemblé», «le mythe fasciste de l'unité» qui prend aujourd'hui, en France en particulier, différentes formes: «Intersyndicale institutionnalisée», loi scélérate sur la représentativité syndicale...et maintenant la volonté de constitutionnaliser le «dialogue social».

Plus largement, cette offensive contre l'indépendance de la classe ouvrière, contre la lutte des classes, prend toute son ampleur au niveau européen.

Au mois de décembre, est paru dans la presse européenne un appel cosigné par huit dirigeants «syndicaux» (les guillemets prennent ici tout leur sens), tous membres de la *Confédération Européenne des Syndicats* (CES):

Ignacio Fernández Toxo, *Secrétaire général de CCOO (Espagne)*, Cándido Mendez, *Secrétaire général de l'UGT (Espagne)*, Michael Sommer, *Président du DGB (Allemagne)*, Susanna Camusso, *Secrétaire général de la CGIL (Italie)*, Bernard Thibault, *Secrétaire général de la CGT(France)*, François Chérèque,

Secrétaire général de la CFDT (France), Anne Demelenne, Secrétaire général de la FGTB (Belgique), Claude Rolin, Secrétaire général de la CSC (Belgique). Les signataires expliquent, notamment, comment la *Confédération Européenne des Syndicats* (CES) doit jouer pleinement son rôle de subsidiaire et participer à la gouvernance de l'économie capitaliste en crise:

«*En s'appuyant sur les décisions du dernier Congrès de la Confédération Européenne des Syndicats (Athènes, mai 2011), nous pensons qu'aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin d'une nouvelle politique monétaire, économique et sociale, dans le cadre d'une gouvernance économique forte de la zone Euro...*».

A ceux qui pourraient s'étonner d'une telle négation de la lutte des classes par des individus se réclamant du syndicalisme, les choses sont dites clairement, sans fard et toute honte bue:

«*Le mouvement syndical européen ne défend pas une position partisane: nous cherchons à défendre l'intérêt général et à contribuer à la recherche de solutions à la très grave crise politique de l'UE... Il faut établir un nouveau contrat social et économique avec la participation active des partenaires sociaux*».

Incontestablement, ce texte est d'inspiration corporatiste, il s'inscrit dans la continuité des expériences fascistes de sinistre mémoire. Ce n'est ni plus ni moins que la «Charte du travail pétainiste» à l'échelle européenne qui nous est vendue là.

Si nous voulons lutter contre cette société totalitaire presque achevée, il ne suffit plus de dénoncer le *Fonds Monétaire International*, la *Banque mondiale*, l'*Union européenne*, il faut y ajouter la CES à la troïka. Il n'est plus possible de tergiverser, cette officine corporatiste n'a même plus la pudeur, ou la prudence, de cacher son jeu. Oui, la lutte des classes est plus que jamais d'actualité et la classe ouvrière a besoin d'un syndicalisme libre et indépendant.

Pour nous anarcho-syndicalistes, il est clair que le syndicalisme libre et indépendant, dont la classe ouvrière internationale a plus que jamais besoin, doit impérativement rompre avec la *Confédération Européenne des Syndicats* qui n'est rien d'autre que le cheval de Troie de la *Commission européenne* au sein du mouvement ouvrier.

La question se pose à l'identique pour la CSI, *Confédération Syndicale Internationale*. Plutôt qu'un long développement, je me contenterai de citer la contribution à cette 19ème rencontre internationale de syndicalistes des camarades Turra (Brésil) et Gbikpi-Benissan (Togo) qui écrivent:

«*Ainsi, lors de la réunion du G20, en novembre 2011, à Cannes (France), a été publiée une déclaration commune des patrons du G20 (B20) et du «G20 syndical» (L 20) articulée par la direction de la Confédération syndicale internationale (CSI). Adressée aux gouvernements de ce groupe de pays «riches», la déclaration commune préconise l'adoption d'un «plancher minimum de protection sociale» et s'inscrit dans le cadre de la logique qui vise à transformer l'OIT elle-même en l'enfermant dans un cycle de mise en œuvre des politiques des institutions financières internationales, politiques sous-entendant les attaques contre les salaires et plus généralement, contre l'ensemble des droits conquis de haute lutte par les travailleurs et leurs organisations syndicales*».

Aujourd'hui les travailleurs de tous les pays se soulèvent, s'organisent et s'unissent contre l'oppression et l'exploitation, cherchant à tordre le cou à leurs auteurs. Il faut soutenir leur combat en Chine, en Inde, en Amérique latine, en Afrique, en Europe, aux U.S.A...

Il est donc urgent de reconstruire une nouvelle internationale ouvrière, afin de défendre partout dans le monde les droits sociaux et politiques conquis par la lutte des classes et l'indépendance syndicale.

L'*Union des Anarcho-Syndicalistes* est disposée à débattre avec l'ensemble des composantes du mouvement ouvrier authentique. Il faut que ce soit un débat libre et sans tabou où chacun peut apporter sa pierre à l'édifice. Il nous semble que le cadre légitime d'un tel débat est l'*Entente Internationale des Travailleurs*, dont nous sommes membres fondateurs, et nous nous félicitons de pouvoir intervenir aujourd'hui dans ce cadre. La lutte des classes est dans une phase cruciale: «*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!*» «*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes!*».

CONTRIBUTION OF THE ANARCHIC-TRADE UNIONIST UNION FOR THE 19th INTERNATIONAL ENCOUNTER OF TRADE UNIONISTS «IN DEFENSE OF THE ILO CONVENTIONS AND TRADE UNION INDEPENDENCE» SATURDAY, JUNE 2ND 2012 - GENEVA

Everywhere in Europe and in the world the crisis shows the failure of capitalism.

People of the whole world suffer because of the Financial capitalistic diktat, suffer from this system which is ready, to survive in despite of its own contradictions, to sacrifice the working class, and, beyond, the basis of the civilization, like it sacrificed European peoples with massacres with the two world wars the past century.

Everywhere, the same dispositions are imposed by the «troika », *IMF*, *world bank*, *European commission*: austerity politics, cut downs in the social budgets, privatizations, lay offs...

But facing those attacks, the working class and the youth are seeking for ways to resist. In Greece, strikes and demonstrations succeed for the two past years. The last political elections clearly punished the corrupted parties who are trying, with no success, to apply the austerity plans prepared carefully by the *European union*. The political situation seems blocked; the solution can only come from the street. The Greek people must decide of his destiny in total independence, and its possible only if breaking with the *European Union*.

In Spain, the rebellion is organized against the austerity politics. The "*indignados*" movement, still active, but its composite nature raises questions.

What to do with this founded indignation? The general strikes succeeded, with hundred thousands workers in the streets. What next?

We could multiply examples, like in Germany where important strikes occurred, with some results for the wages.

It's not necessary to build up miradors protected by military dogs to set up a dictatorship. The process may to a shape more discreet and "legal".

What we have been living for the next few years, in the framework of the antidemocratic "left right" consensus, could the financial diktat under the umbrella of the European Union?

The race towards "the new europe" accelerated recently with the adoption by the congress of the "*European stability mechanism*" (ESM).

The official goal of this ESM is to control the stability in the Euro zone, in fact to give loans to countries members only if they promise to enforce austerity plans, destroying economical and social rights, like it is the case today in all Europe, and especially in a violent way in Greece.

It's planned that a decisional body, the governors council, which means the financial ministers of the states members, will compose this ESM and an executive board of directors, with a CEO elected by the governors.

We see immediately that none of these very important peoples can pretend to be democratically elected.

The ESM "will be a legal entity". He will have the capacity to sue, but at the opposite its goods (documents, money, buildings, etc, will be protected against any legal decision, (judgments, requisitions). On top, the employees, they will be exempted of all income taxes at national level and will have a total immunity for any act accomplished in the framework of their missions. Great example of democracy and transparency!

The adoption of the ESM is the first step of the crime. It engenders automatically the ratification of the *Treaty of stability, coordination and governance*, (TSCG), with one of the aims is to put in the countries constitutions the famous "golden rule" which is a constitutionality of austerity!.

The immediate concrete consequence of such a decision would make illegal, because in opposition with the constitution any wages raises, and would be a fatal strike against unions freedom, claims and negotiations. We would drop down into a totalitarian system.

If the working class cannot organize itself at the international level to block this process, all the social rights, all the advantages coming from fights, and in particular the ILO norms, will be in danger, because the goal of the troika is nothing but a total deregulation.

But can't we notice the corruption of a part of the trade union bureaucracy? In fact, some apparatchiks try to convince the working class the bitter potion of the sacred union. But the glass is empty.

The trade unionist militants of all tendencies who are still attached to trade union independence should condemn clearly the "union trade gathered", fascist myth of unity, which takes the shape, in France especially, different shapes: institutional union unity, the awful law on union representative, and now, the will of constitutionalize the social dialogue.

In a larger scale, these attacks against the independence of the working class, against the class fight, finds his true dimension at European level.

In December, we could read in the European news, a paper signed by eight union "leaders", all the members of the *European trade union confederation*, (ETUC): Ignacio Fernandez Toxo, *General Secretary of CCOO (Spain)*, Candido Mendez, *General Secretary of I'UGT (Spain)*, Michael Sommer, *President of DGB (Germany)*, Susanna Camusso, *General Secretary of CGIL (Italy)*, Bernard Thibault, *General Secretary of CGT (France)*, François Chérèque, *General Secretary of CFDT (France)*, Anne Demelenne, *General Secretary of FGTB (Belgium)*, Claude Rolin, *CSC General Secretary (Belgium)*.

Those who signed this text explain especially, how the *European trade union confederation*, (ETUC), must play fully its subsidiarity role, and participate to the capitalistic economy governance in crisis:

"Applying the decisions of the last congress of ETUC, (Athena may 2011), we think that today, more than ever, we need a new monetary, economical and social policy, in the framework of a strong economical governance of the euro zone...".

For those who could be surprised by such a negation of the class fight form peoples pretending being unionists, things are clearly said and with no shame:

"The European labour does not have a militant position: we look to defend the general interest and contribute to find solutions reacting to the very grave political crisis of the EU... There is a need to establish a new social and economical contact with an active participation of the social partners".

No doubt that this paper is corporatist, and perpetuates the fascist experiences of sad memories. It's more or less the Petainist Chart of Labour at European level that they are trying to sell us here.

If we want to fight against this totalitarian society that they preparing for us, ifs not sufficient to condemn the troika, *IMF, World Bank, European Union*, we must add ETUC. We can't hesitate, this corporatist bureau does not have the purity or prudence to hide its own game. Yes, class fight is more update than ever and the working class needs a free and independent labor.

As anarchist-trade-unionist, we believe that it's clear that free and independent labor, needed by the international working class, impose to break up with ETUC, which nothing but the Troy horse of the European commission in labor.

The same question arises with the *International trade union confederation*. Instead of arguing, we'll only publish at this 19th international trade union meeting the paper wrote by our brothers Turra, from Brazil, and Gbikpi-Benissan, from Togo:

"So, during the meeting of the G20, held on November 2011 in Cannes, (France), was published a common declaration from the employers of G20 (B20), and the "labor G20" (L20), organized by the leaders of the International Trade Union Confederation, (ITUC), sent to governments of this "rich" countries group, the common declaration wishes the adoption of a "minimum level for social protection" in the framework of the logical transformation of ILO itself, closed up in a cycle setting up international financial institutions, politics driving to attacks against wages, and more generally, against all the rights coming from strong fights by the workers and their unions."

Today, workers in all countries stand up, organize themselves, and unite against oppression, exploitation, and try to break the neck of their authors.

Ifs now urging to rebuild an international working class organization, to defend everywhere in the world the social and political rights obtained thanks to class fight and union independence.

The anarchist-trade-unionist union is ready to discuss with all the tendencies of the true labor. The debate must be free, without any taboo, in which everybody can bring his contribution. Its seems to us that the logical framework of this debate should be within the *"International liaison committee of workers and peoples"*, in which we are founders and members, and we're glad today to intervene in this issue. Class fight is in a crucial situation: *"Workers of all countries, Unite!" "Workers emancipation will be done by workers themselves!"*.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»

19, rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 n°: 30 euros

Abonnement de soutien: 40 euros

Verser à : ASSOCIATION DES GROUPES FERNAND PELLOUTIER

CCP : 9998 28B Nantes; 19, rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé

Imprimerie spéciale de *L'Anarcho-Syndicaliste*

Fondateur de publication : Alexandre HEBERT

Directeur : Christophe BITAUD
